

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT
CANTON DE LODÈVE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LODEVOIS ET LARZAC

ARRÊTÉ

numéro
CCAR_200622_005

portant sur

LA PROTECTION FONCTIONNELLE À L'ATTENTION DE MONSIEUR GUILLOT MATTHIEU

Le Président de la Communauté de communes Lodévois et Larzac,

VU l'article L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

VU l'article 11 de la Loi n°84-634 du 13 Juillet 1983 modifié portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la Loi N° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU la circulaire du 5 mai 2008 relative à la protection fonctionnelles des agents publics de l'État,

VU l'article de Monsieur RICARDO sur l'édition du Midi Libre du 13 juin 2020,

VU le courrier réceptionné ce jour, annexé au présent arrêté, de Monsieur GUILLOT Matthieu, grade d'attaché sur le poste de directeur de la culture et de la politique de la ville,

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.2122-18 du CGCT, le Président est seul compétent en tant que chef des services municipaux pour accorder à un agent placé sous son autorité le bénéfice de la protection fonctionnelle prévue à l'article 11 de la loi du 13 juillet 1983,

CONSIDÉRANT le souhait de l'agent de se défendre des accusations portées sur la légalité de son poste,

CONSIDÉRANT que la collectivité publique est tenue de protéger ses agents qui, dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ont été victimes de tels faits,

CONSIDÉRANT que la protection consiste à prendre en charge les frais d'avocats des agents et permettre la réparation de ses préjudices matériels, corporels, financiers ou moraux,

CONSIDÉRANT qu'une déclaration a été faite auprès de SMACL assurance, assureur de la collectivité, qui prend en charge cette affaire au titre du contrat « protection juridique des agents »,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : D'accorder la protection fonctionnelle à Monsieur GUILLOT Matthieu, dans le cadre des faits sus-mentionnés,

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services et moi même sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lodève, le vingt deux juin deux mille vingt,

Le Président,
Jean TRINQUIER

NOTIFIÉ le :
par Monsieur GUILLOT Matthieu :

Matthieu GUILLOT
181 chemin de Fontbonne
34700 Lodève

Communes

Monsieur Jean Trinquier
Président de la Communauté de

Lodévois et Larzac
1 place Francis Morand
34700 Lodève

Monsieur le Président

Suite à l'interview de Mr Ricardo, candidat aux élections municipales à Lodève, paru dans à la page 7 du journal Midi libre du 13 juin 2020, je demande la protection fonctionnelle de la collectivité.

En effet, Mr Ricardo met en doute la légalité de mon poste, je cite « nous doutons de la légalité de son retour aux affaires depuis quelques semaines ».

Ces accusations, au-delà du reste de ces propos sont pour moi inacceptables et je souhaite donc pouvoir m'en défendre dans le cadre de Article 11 Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983.

En vous remerciant par avance de l'attention que vous porterez à ma demande, je vous prie d'agréer Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.